

BAZOOKA

Le lait, après la patate

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Des signes inquiétants laissent prévoir une pénurie de lait sur le marché. Des usines privées ont fermé leurs portes, des éleveurs préfèrent fournir les fromageries privées qui les payent cash au lieu de livrer les entreprises publiques qui les payent à terme, des laiteries rencontrent des problèmes de trésorerie à cause de l'écart entre le prix de la poudre et celui du lait reconstitué, les prix sur le marché mondial s'envolent, etc. Dans une ville de l'ouest du pays, des ménagères ont acheté le sachet au-dessus de son prix légal.

Le problème est suffisamment sérieux pour justifier une réunion des ministres concernés. Elle a rassuré le consommateur sur le maintien du prix actuel du sachet et annonce des mesures pour résoudre le problème. Mais elle ne peut tranquilliser personne sur la disponibilité du produit. Car, il existe un risque sérieux d'une rupture des commandes sur un marché tendu. Il faut trouver la poudre de lait et engager la procédure de commande à temps pour assurer un approvisionnement continu.

Connaissant nos gouvernants, nous sommes en droit de penser qu'ils n'ont réagi que trop tard, une fois le risque installé, une fois la crise imminente.

Une pénurie de lait frapperait durement, très durement, les revenus faibles. Le lait est redevenu, avec le pain, l'aliment de base, le cache-misère des Algériens pauvres, n'en déplaise à Ould Abbès. Vous pouvez mesurer ce degré de pauvreté chez le marchand de volaille. Il vous expliquera que les mères de famille (et les pères) achètent les abats de volailles à cent dinars le kilo pour donner un peu de saveur aux repas. Avec quarante ou cinquante dinars, elles en ont pour deux jours à faire passer le pain dans la sauce. Evidemment, les hormones se concentrent dans ces abats et leur consommation est en principe dangereuse. Le lait, dans ce contexte, reste l'aliment miracle. Ce gouvernement ne peut en aucun cas le soumettre aux lois du marché dont il fait pourtant sa religion. Cette crise du lait nous apprend au moins deux choses. Le smig est un artifice puisqu'il ne permet même pas d'acheter le pain et le lait à leurs prix réels. Il nous apprend qu'en sept ans de gouvernance, de caisses archipeines et de propagande sur le développement agricole, ce pouvoir a été incapable d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Pas même un stock de poudre de lait. Pas même de la bonne semence de pommes de terre ! C'est vous dire !

M. B.

PERISCOPE

periscoop2007@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Mardi 6 mars 2007 - Page 2

JUAN CARLOS A ALGER

Le roi Juan Carlos 1er et la reine Sofia seront à Alger le 16 mars, indiquent des sources sûres. Le couple royal se rendra également à Oran en compagnie de Abdelaziz Bouteflika, ajoutent nos sources.



Mutations impossibles



Dans une correspondance adressée le 27 février dernier aux procureurs généraux et aux présidents de cour, le ministère de la Justice impose des conditions draconiennes aux magistrats qui souhaitent participer au mouvement qui aura lieu cet été.

Cette note, portant en-tête de la DRH, mais signée par le secrétaire général, interdit aux magistrats d'exercer dans la juridiction de leur lieu de naissance et impose également une distance minimale de 100 km entre le lieu de travail et le domicile.

Des mesures qui ont soulevé l'ire de nombreux magistrats qui considèrent que le département de Tayeb Belaïz s'est, encore une fois, substitué au Conseil supérieur de la magistrature.

Quand Aboudjerra recule



Les tenants de la ligne contestatrice du MSP seraient en phase de remporter le bras de fer qui les oppose à Aboudjerra Soltani à propos des listes de candidatures pour les législatives. C'est ainsi que, à en croire des sources proches du MSP, Soltani, fragilisé par sa dernière "bévue" sur la corruption et éclaboussé par le procès Khalifa, aurait consenti à ce que ses opposants soient placés "en bonne place" sur les listes électorales.

Les "surprises" de Zerhouni

Dans les milieux proches du ministère de l'Intérieur, on affirme qu'il n'y a pas que Djaballah qui risque d'être éjecté du processus des législatives. "D'autres partis, qui oublient de se conformer à la loi et ne se réveillent qu'à la veille des élections pour vendre des candidatures, auront droit à la même surprise que le chef du MRN", affirment nos sources.



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

ABDELMOUEN KHALIFA DONNAIT SES ORDRES PAR TELEPHONE

